

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°177
29 novembre 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Tirer les leçons de la défaite subie sur les retraites: combattre pour imposer la rupture de la « concertation »-trahison entre le gouvernement et les directions syndicales

Compte-rendu du CDFN de la FSU du 24 novembre

Le Conseil National de la FSU du 24 novembre s'est tenu dans des conditions, mais aussi dans des circonstances très particulières. Première instance dirigeante de la fédération à s'être réunie depuis le vote définitif de la contre-réforme des retraites, ce CDFN aurait dû tout entier se pencher sur le bilan de cette défaite, et en tirer les leçons. Alors que Sarkozy, profitant de sa victoire politique, resserre son gouvernement en formation « de combat », un tel bilan était indispensable pour faire face à l'avalanche de contre-réformes d'ores et déjà en préparation – et que Fillon annonçait le jour même.

Telle n'a pas été la tâche que la direction fédérale – dans un rare climat de consensus avec les autres courants de pensée, à l'exception de Front Unique – lui a assignée. D'emblée réduits à une seule journée, sous prétexte de la « journée de mobilisations » du 23 novembre (pourtant sans appel à la grève!), les débats exprimaient pour l'essentiel un optimisme hors de circonstances¹. « Il n'y a pas eu de victoire... mais ce n'est pas non plus une défaite », « La loi, même votée, reste injuste et nous demandons son abrogation », « Ce mouvement a été exceptionnel, inattendu, improbable », a-t-on entendu en leitmotiv. Circulez, donc, il n'y a rien à voir dans le vote de la loi, ou, comme l'a résumé Bernadette Groison: « L'essentiel est de savoir comment nous allons continuer, dans le cadre de l'intersyndicale ». On ne change pas une équipe qui gagne... au détriment des travailleurs et au compte du gouvernement!

Alors que Sarkozy s'est vanté publiquement d'infliger de lourdes retenues sur salaires aux travailleurs en grève, que des millions de travailleurs se voient imposer de travailler plus longtemps, pour une retraite au rabais, que Woerth, en ultime cadeau de départ, a signé un décret d'application de la loi « mobilité » ouvrant la voie au licenciement des fonctionnaires, que Fillon enchaîne sur la « rigueur budgétaire », cette occultation délibérée de la défaite ne doit rien à la naïveté. Elle remplit une fonction politique: dissimuler aux yeux des travailleurs la responsabilité majeure, décisive, qu'ont les directions syndicales dans l'élaboration, puis le passage de la loi.

Rôle de l'intersyndicale avec Chérèque, qui par définition s'opposait à toute exigence de retrait de la contre-réforme. Mais plus encore, rôle du « dialogue social », par lequel les dirigeants syndicaux – ceux de la FSU comme les autres – ont pavé la voie au passage de la loi. Est-ce un hasard si, immédiatement après la victoire de Sarkozy, ont été précisés par décret les nouveaux critères de « représentativité » des organisations syndicales dans la Fonction Publique? Aucunement. Car il s'agit, pour le nouveau gouvernement Sarkozy-Fillon-Juppé, de s'appuyer plus encore sur la concertation afin de faire passer les contre-réformes que la crise lui impose de mettre en oeuvre à un rythme sans précédent.

Les dirigeants de la FSU ont répondu présent, par avance: en rejetant la motion Front Unique en défense du droit à la santé, mais aussi en rendant publiques à l'issue du CDFN leurs « 20 propositions pour

¹ La palme du ridicule revenant à J. Lefebvre, représentant du courant PRSI, pour qui « Il n'y a évidemment pas eu de défaite sur la question des retraites » et, au contraire, « Le gouvernement est en lambeaux »!

l'Ecole », totalement placées sur le terrain du budget de suppressions de postes et des contre-réformes annoncées. La Lettre de Liaison y reviendra.

Malgré la défaite subie sur la question des retraites, la violence des attaques nourries par la crise du capitalisme conduira les travailleurs à reprendre le combat pour la défense de leurs conditions de travail et de vie. Ils auront alors à tirer pratiquement les leçons de cette défaite: se réapproprier leurs organisations, imposer le Front Unique sur le terrain de leurs revendications et la rupture de la concertation-trahison sur le terrain des contre-réformes gouvernementales. C'est dans cette perspective que l'intervention du courant Front Unique s'est tout entière ordonnée.

Intervention d'Yvon Breda dans le débat général

Camarades,

Ce Conseil National devrait s'ouvrir sur une évidence: avec l'adoption définitive de la contre-réforme des retraites, le 27 octobre, **tous les travailleurs de ce pays viennent de subir une très lourde défaite.**

Pour Sarkozy, c'est une victoire cinglante. Sa première traduction, c'est la constitution du gouvernement Fillon II. Sarkozy l'a dit: c'est un « *gouvernement de combat* ». Fillon, l'homme de 2003, Bertrand, l'homme de 2007, Juppé, l'homme de 1995 « *droit dans ses bottes* », le puant Hortefeux, à la tête d'un super-ministère du racisme et de la répression, et j'en passe: c'est un bataillon de choc, trempé par l'expérience des pires contre-réformes depuis des décennies dans tous les secteurs, qui se prépare à se lancer dans une offensive encore plus violente contre les conditions de vie des travailleurs de ce pays.

L'offensive sur les retraites était un premier acte de guerre: il en appelle d'autres. La crise du capitalisme prend aujourd'hui une ampleur alarmante. La Grèce, le Portugal, l'Irlande sont au bord de la banqueroute. Les centaines de milliards octroyés aux capitalistes pèsent d'un poids insupportable sur les Etats. Le nouveau plan américain de 600 milliards a pour objectif affiché de baisser artificiellement le cours du dollar: concrètement, c'est faire peser sur l'euro et les Etats d'Europe le fardeau le plus lourd. La réponse des capitalistes d'Europe, c'est la surenchère permanente, la concurrence entre Etats bourgeois sur le terrain des « *plans anti-crise* »: baisse des salaires, haro sur la santé, les retraites, les services publics, les postes de fonctionnaires, le droit aux études... Il faut faire payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse. **Pour les capitalistes, il ne doit pas y avoir de trêve dans le train des contre-réformes; au contraire, il faut accélérer.**

C'est ça, l'objectif du gouvernement Sarkozy-Fillon-Juppé: et la défaite que les travailleurs viennent de subir le place dans les meilleures dispositions pour l'atteindre. **Or ce bilan, cette défaite, c'est le bilan du « dialogue social », c'est le bilan de l'intersyndicale avec Chèreque, c'est le vôtre, camarades!**

Il faut rappeler la manière dont Sarkozy lui-même a tiré ce bilan lors de sa dernière intervention télévisée: « *Il n'y a pas eu de débordement* », « *Hommage soit rendu aux forces syndicales dans notre pays, nous avons fait cette réforme sans violence* », « *Les syndicats ont été responsables* », « *Eric Woerth a eu 56 réunions (56, camarades!) avec les organisations syndicales qui lui ont dit: « nous n'assumerons pas l'impopularité de cette réforme* ». Sarkozy dit vrai: il n'y a eu ni précipitation, ni absence de concertation, au contraire! **Cette contre-réforme est un pur produit de la concertation.**

Le 15 septembre, dans la foulée de la rentrée, les travailleurs ont été frappés de stupeur par le premier vote de la loi à l'Assemblée. Ce n'était pas le cas des dirigeants syndicaux: l'« *agenda social* » proposé par Sarkozy était connu depuis le 15 février. **Accepter ce calendrier, c'était accepter de laisser toutes les cartes aux mains de Sarkozy-Woerth, et ce choix, vous l'avez fait!**

Le contenu de la contre-réforme était connu depuis des mois: tout était déjà écrit dans le document d'orientation soumis par Woerth aux directions syndicales le 16 mai! Auparavant, le Conseil d'Orientation des Retraites avait préparé le terrain: les représentants syndicaux y ont siégé jusqu'au bout! Au lieu de préparer l'affrontement, du 15 février au 15 septembre, c'est à sept mois de concertation intense et continue qu'ont procédé les directions syndicales!

Pour combattre la contre-réforme, il fallait, pour commencer, en exiger le retrait. Il n'en a jamais été question au sein de l'intersyndicale. Le congrès de la CFDT s'est prononcé au contraire pour l'allongement de la durée de cotisation et le « rapprochement public-privé ». La direction fédérale peut bien prétendre s'être prononcée pour le retrait: défendre vraiment ce mot d'ordre, c'était rompre l'alliance avec Chérèque, rompre avec l'intersyndicale, appeler au front unique, en particulier avec la CGT et FO, pour le retrait de la contre-réforme. Elle n'en a rien fait!

Pour interdire le vote de la loi, il existait une possibilité: que les directions syndicales convoquent, dans l'unité, une **manifestation nationale et centrale, massive, à l'Assemblée** le jour du vote, pour le retrait du projet de loi. Cette proposition a été soumise au vote du Bureau National: elle n'a obtenu qu'une seule voix, celle du courant Front Unique!

D'un côté, des manifestations décentralisées, sans mot d'ordre; de l'autre, des pseudo-grèves « reproductibles » artificielles et disloquées, des « blocages » éparpillés, des « actions » sur les ronds-points qui ne pouvaient aboutir qu'à une chose: faire porter sur les travailleurs eux-mêmes la responsabilité de la défaite². Là où, malgré tout, cela a pris une certaine ampleur, comme vis-à-vis des lycéens, le gouvernement a organisé la répression, jusqu'à remettre en cause frontalement le droit de grève, avec la réquisition des éboueurs ou des travailleurs des raffineries. L'intersyndicale lui a donné un véritable feu vert en se prononçant pour « *le respect des biens et des personnes* » dans son communiqué du 21 octobre. **Si quelque chose a été « réussi » dans ce processus, c'est qu'à aucun moment, contrairement à ce qui vient de se passer en Angleterre, les responsables du saccage du pays n'ont été mis en cause ou inquiétés!**

Et aujourd'hui, alors que la concertation a déjà porté ses fruits à travers le passage de la loi, c'est en relançant la concertation que le gouvernement Fillon II entend poursuivre son offensive.

Concertation sur les retraites complémentaires, pour prolonger la contre-réforme; concertation sur le pillage de l'assurance-chômage; concertation sur l'« emploi des jeunes », ou plutôt pour leur surexploitation. Dans l'enseignement public, la contre-réforme annoncée sur le statut des directeurs d'écoles ou une contre-réforme annoncée des collèges dont le premier mot sera dicté par le budget anti-ouvrier en cours, avec son cortège de suppressions de postes, et le dernier mot par la mise en cause des statuts et la déscolarisation massive des jeunes dès 16 ans.

Je n'énumérerai pas tous les chantiers en cours. Mais parmi ceux sur lesquels la fédération va avoir son mot à dire, il y a la concertation annoncée par Sarkozy sur la « dépendance des personnes âgées », avec une échéance annoncée dans six mois. Nous y reviendrons: ce qui est programmé, c'est **l'exclusion massive des travailleurs du régime d'assurance-maladie de la Sécurité Sociale**, la remise en cause du droit aux soins médicaux, de nouveaux prélèvements sur les travailleurs et les retraités, etc. Il n'y a rien de négociable dans ce cadre.

Il y a une conclusion très nette à tirer de tout cela: entre le gouvernement et les travailleurs, aujourd'hui la guerre est déclarée. Mais si le gouvernement est en ordre de bataille, les travailleurs sont aujourd'hui désarmés. Et s'ils le sont, c'est parce que leur Etat-major syndical, leurs propres généraux, sont occupés à se concerter avec l'ennemi. Il est temps de remettre au goût du jour certains passages de l'*Internationale* à ce sujet. **Il faut rompre la concertation-traïson.** Et les collègues auront à s'organiser pour cela, pour se réapproprier leurs organisations, pour imposer leurs propres revendications et la constitution d'un véritable front unique des organisations syndicales sur les débris de l'intersyndicale avec Chérèque.

C'est dans cette perspective que le courant Front Unique interviendra aujourd'hui.

² Précision utile: le courant Ecole Emancipée, qui co-dirige la FSU et dont les militants ont été particulièrement impliqués dans les opérations de « grèves reproductibles », a précisé dans son unique amendement au texte « Action » de la direction fédérale qu'il s'agissait d'obtenir « *des reculs* » par ce moyen. Des « reculs »... autrement dit, pas le retrait de la loi!

Intervention de Marie-Claire Saint-Lager: pour la refus de toute concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Juppé sur la « dépendance des personnes âgées »

Sarkozy l'a annoncé lors de son intervention télévisée du 16 novembre : il veut ouvrir « *une grande consultation de 6 mois* » avec les « *forces syndicales* » pour aboutir à l'été 2011 à une loi sur la « *dépendance* », un soi-disant 5^e *risque*, concept créé de toutes pièces pour les besoins de sa politique de destruction de la Sécurité Sociale.

Baroin l'a dit : « *L'enjeu en matière de financement est de même ampleur que celui de la réforme des retraites. Il faut trouver 20 milliards* ».

20 milliards d'euros: la moitié relèverait actuellement de la Sécurité sociale, 5,4 milliards des collectivités locales à travers l'APA (Aide Personnalisée à l'Autonomie), etc. ...

La raison de cette offensive, le rapport de commande de la députée UMP V. Rosso-Debord la donne clairement : « *Dans le contexte actuel de crise économique et de déficits budgétaires il apparaît plus que jamais nécessaire de poursuivre une politique de rationalisation des dépenses de la prise en charge des personnes âgées* ».

D'où viennent ces « déficits », si ce n'est des milliards d'euros déversés sur les banques pour leur éviter la banqueroute et des exonérations massives d'impôts dont bénéficient les grands patrons, celui de la Sécurité Sociale qui correspond à ce que lui doivent patrons et Etat - soit près de 30 milliards d'exonérations en 2009 - et enfin celui des collectivités locales qui viennent notamment de perdre 7 milliards d'euros de revenu avec la suppression de la taxe professionnelle qui était payée par les patrons?

Quelles sont les mesures préconisées par ce rapport et qui visent plus spécifiquement les travailleurs de plus de 60 ans, pour faire des économies sur leur dos ?

- Une réduction drastique du nombre de bénéficiaire de l'APA et de son montant pour la transformer en rente viagère au profit de l'Etat;
- La baisse des pensions et des retraites avec l'alignement de la cotisation CSG au niveau de celles des salariés en activité;
- La remise en cause de leur droits aux soins médicaux et hospitaliers qui passeront sous le contrôle de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA - agence extérieur à la Sécurité Sociale) et ce en « partenariat » avec les agences privées (assurances, caisses de prévoyance ...);
- Une politique de « *rationalisation des dépenses de santé* » qu'il inscrit ouvertement dans celle à l'oeuvre dans les hôpitaux, avec la suppression de milliers de lits, de postes, les fermetures d'hôpitaux. Une proposition à noter de ce rapport: le développement de « *la télémédecine* »!

Et il y a surtout cette « proposition » la plus emblématique de ce projet de « réforme »: la création d'une assurance obligatoire pour les plus de 50 ans. Un vrai racket! Et ce, comme l'écrit *Pour*, le journal de la FSU de Novembre, « *pour le plus grand profit du groupe Malakoff Mederic de Guillaume Sarkozy et consorts* ».

Alors, un « cinquième risque » ? Non! Il s'agit avec ce projet de réforme de la « dépendance » d'évincer toute une catégorie de travailleurs de leur droit à l'assurance maladie, du vol de leur salaire différé qu'ils ont gagné en travaillant toute leur vie.

Il s'agit d'ouvrir un champ immense aux assurances privées, d'injecter des sommes énormes dans le circuit du capital et du profit, qui leur échappait !

Mais au-delà, il s'agit du premier acte décisif vers l'objectif clairement affirmé par Copé de privatisation totale de la protection sociale

Cela n'empêche pas ce même « *Pour* » d'abonder dans le sens de la propagande gouvernementale en parlant de « *risque dépendance souvent appelé 5^{ème} risque* » et de reprendre à son compte la nécessité « *d'un débat sur sa prise en charge* ».

Pourtant Bernadette Groison, dans *Le Monde* du 23 septembre, se plaint de « *la déferlante de contre-vérités et de fausses négociations du gouvernement* » de « *ses fausses évidences* ».

Le communiqué de la FSU du 10 novembre titrait « *toujours le mépris !* »

Alors à quoi peut-il servir de demander un tel « *débat* » à ce gouvernement qui a déclaré la guerre aux travailleurs et à leurs acquis sociaux?

Ce « *débat* », l'expérience de la contre-réforme des retraites l'a une nouvelle fois démontré, n'est rien d'autre que le « *dialogue social* » qui pave le chemin des contre-réformes de Sarkozy, les légitime.

Pour mettre un coup d'arrêt à cette politique, il faut rompre le dialogue social, refuser de participer à la concertation de Sarkozy sur la « *dépendance* ». Sarkozy qui le 16 novembre s'est vanté à la télé des 56 rencontres entre Woerth et les organisations syndicales.

Le CDFN doit se prononcer pour le retrait de ce projet de « *dépendance* ».
Sa responsabilité est d'annoncer d'ores et déjà

- Que la FSU ne participera pas à la consultation de Sarkozy sur la « *dépendance* »
- Qu'elle s'adresse aux confédérations syndicales, CGT et CGT-FO pour qu'elles prennent la même décision.

Motion: Pour la défense de la Sécurité Sociale
Refus de la participation à la concertation de Sarkozy sur la « *dépendance* »

Sarkozy a annoncé lors de son intervention télévisée du 16 novembre l'ouverture d'une « *grande consultation de 6 mois* » avec les « *forces syndicales* » pour aboutir à l'été 2011 à une loi sur la « *dépendance* ». Le rapport Rosso-Debord indique les grandes lignes de cette nouvelle contre-réforme qui vise en premier lieu les travailleurs de plus de 60 ans

- Création d'un « *cinquième risque* » pour les exclure du régime maladie de la sécurité sociale ;
- Remise en cause de leur droits aux soins médicaux et hospitaliers qui passeront sous le contrôle de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA- agence extérieure à la Sécurité Sociale) et ce en « *partenariat* » avec les agences privées (assurances, caisses de prévoyance) ;
- Mise en place d'une cotisation à une assurance privée dite de « *dépendance* » obligatoire au delà de 50 ans ;

Ce rapport prévoit aussi

- une réduction drastique du nombre de bénéficiaire de l'APA et de son montant pour la transformer en rente viagère au profit de l'Etat ;
- la baisse des pensions et des retraites avec l'alignement des cotisations CSG au niveau de celles des salariés en activité.

Le CDFN se prononce pour le retrait du projet du gouvernement Sarkozy Fillon « *dépendance* » qui s'inscrit comme une étape décisive vers l'objectif de la privatisation totale de la protection sociale.

C'est pourquoi il annonce d'ores et déjà

- que la FSU ne participera pas à la consultation de Sarkozy sur la « *dépendance* »
- qu'elle s'adresse aux confédérations syndicales, CGT et CGT-FO pour qu'elles prennent la même décision

(9 pour, 78 contre, 9 abstentions, 16 refus de vote)

Nous adjoignons à cette lettre de liaison l'intervention de Marie Claire Saint Lager à la CA du SNCS - FSU (Syndicat National de la Recherche Scientifique). L'enjeu de l'entreprise de privatisation de l'Université et de la Recherche concerne en effet tous les personnels de l'Education nationale.

Compte-rendu Front unique - CA du SNCS-FSU - 26 novembre 2010

La discussion de cette Commission Administrative du SNCS a été centrée sur deux points :

1/ Le bilan sur la contre-réforme des retraites : Front Unique est intervenu sur la même orientation qu'Yvon Breda au CDFN de la FSU du 24 novembre, nous vous y renvoyons

2/ Les Idex : voici ci-dessous la synthèse des interventions Front Unique dans ce débat et la motion que notre courant a soumise.

Contre la privatisation des universités et de la recherche publique.

Comment combattre les Idex ?

Le *Grand Emprunt* a été conçu pour être un instrument de la privatisation de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Financé par les coupes sombres dans les budgets sociaux et dans la recherche, il s'ajoute aux milliards d'euros déjà déversés sur les banquiers pour les sauver de la banqueroute. Et ces banksters vont être doublement bénéficiaires: une première fois avec le financement du coût de l'emprunt que l'Etat va leur faire et une deuxième fois grâce aux universités qui devront y placer leur dotation en capital pour se financer avec les intérêts que ces mêmes banquiers voudront bien leur accorder.

Le gouvernement Sarkozy-Pecresse avance au pas de charge, les appels d'offre *Equipex*, *Labex*, ... se sont succédé à un rythme effréné depuis la rentrée, mais le point d'orgue de la politique gouvernementale est la mise en place des 5 à 10 *Idex* (« *Initiative d'Excellence* » nouvelle appellation des « *campus d'excellence* ») qui devront chapeauter le tout.

Les conseils d'administration des universités sont actuellement à pied d'œuvre : ils préparent les dossiers pour répondre à l'appel d'offre, qui devront être remis début janvier 2011. Sous l'égide des lobbies patronaux, de leurs émissaires à travers les collectivités locales et même des pressions directes du plus haut de l'Etat comme pour le « campus de Saclay », ils définissent les contours de ces *Idex* en se conformant aux principaux critères « d'excellence » établis par le gouvernement Sarkozy-Pecresse: « compétitivité », « partenariat public privé » (PPP) et « gouvernance ». Cela se traduit par :

Des restructurations-fusions-destructurations, avec des pans entiers de la recherche et de l'enseignement sacrifiés avec leurs moyens amputés au profit des projets de l'*Idex* qui seront prioritaires [en clair: les *perdants* payeront pour les *gagnants*];

L'exacerbation des rivalités et de la « culture du résultat » avec l'intégration dans les *Idex* des projets de labos ou d'équipes sélectionnés en fonction de la note donnée par l'agence d'évaluation (AERES), ou de chercheurs sur la base de leur « productivité » (indicateur bibliométrique, brevets, contrats ...).

Le partenariat public-privé qui orchestre un véritable détournement des fonds publics au profit des grands trusts (pharmaceutiques, pétroliers ...) et qui va permettre à Bouygues, Vinci et autres patrons du CAC40 de faire des opérations immobilières sur le dos des universités;

La privatisation directe des universités puisque les *Idex* devront être « gouvernés » par des FCS (Fondation de Coopération Scientifique), c'est-à-dire des fondations de droit privé sous le contrôle des patrons et de leurs lobbies ;

Les recrutements de ces fondations se feront sous forme de CDD (chaires d'excellence, post-docs, vacataires ...); celles-ci prendront le contrôle de la gestion des personnels qui leur seront affectés à l'*I dex* et veilleront à l'application des engagements pris dans les appels d'offres.

Ces *I dex* signent l'arrêt de mort de l'enseignement supérieur public et national, de l'université gratuite, des ESPST (organismes publics de recherche) dont le sort est de plus en plus étroitement lié aux universités (voir le contrat CNRS-CPU). C'est la fin programmée de toute recherche et tout enseignement indépendants des lobbies industriels. Ils seront un instrument de la précarisation des emplois pour les personnels et pour la jeunesse étudiante. Le tout récent accord MEDEF- CPU donne le la : les universités vont devenir d'immenses réserves de travailleurs sous-payés et exploitables à merci avec le développement massif des stages.

Avec le financement des *I dex* sous forme de dotation en capital, dont seuls les intérêts seront consommables, le gouvernement a là le moyen de réduire le budget de l'Etat qui va être progressivement remplacé par ces intérêts. Ce principe a déjà commencé puisqu'en 2011 le budget récurrent des laboratoires va baisser de près de 15% -en moyenne-. Mais surtout ce mode de financement va soumettre laboratoires et universités directement aux lois des marchés financiers. Le cas de Harvard, 1^{ère} au classement de Shanghai, illustre les menaces que ce financement fait peser sur les étudiants et les personnels. Cette université américaine privée s'est distinguée par l'ampleur de ses pertes dans la crise financière en 2008: 11 milliards \$ sur 30 de capital. Et qui a payé? Ce sont justement étudiants et personnels par un plan de réduction des coûts avec des licenciements, des suppressions d'enseignement et de pans entiers de la recherche, l'envolée des droits d'inscription etc. ... Alors que la crise du capitalisme ne cesse de prendre de l'ampleur, avec la mise en place de la «*Responsabilité, Compétences élargies* » de telles catastrophes sont inscrites dans la fondation des *I dex*.

C'est pourquoi notre syndicat se doit de prendre une position claire :

Se prononcer contre la création des *I dex*, contre le passage de l'université et des unités de recherche sous la coupe de fondations de droit privé.

Exiger l'arrêt immédiat de leur mise en place, l'attribution des budgets sous forme récurrente pour les laboratoires et les universités et des recrutements statutaires à hauteur des besoins.

Mais telle n'est pas la prise de position qui nous est proposée dans la motion Générale soumise à cette CA. A peine cette question est-elle évoquée. Par contre, ce texte propose d'appeler à la mobilisation qui «*doit s'inscrire dans la définition d'un nouveau projet pour l'enseignement supérieur et la recherche publique* ». Alors que le gouvernement est en ordre de bataille contre nous, la direction du SNCS ne trouve rien de mieux que de préparer avec le SNTRS-CGT *un nouveau projet*. Mais pour le discuter avec qui ? Avec notre ennemi, ce gouvernement qui est en guerre contre nous !

Plusieurs intervenants ont dit ici le profond malaise de nos collègues, qui savent que tous ces projets de *Labex*, *Equipex* et *I dex* «*détruisent tout* », mais qui, désarmés se résignent «*car s'ils ne le font pas, ils sont morts* ».

Le projet de motion générale les appelle à se mobiliser pour s'opposer à la politique du «*Grand Emprunt* ». Comment ?

En chœur avec le texte intersyndical «*appel à résistance* », cette motion déclare: «*demandons à nos conseils de prendre publiquement position contre ces restructurations* ». Ces mêmes conseils d'Administration des universités qui aujourd'hui sont la cheville ouvrière de la mise en place des *I dex* ?

Ce n'est pas avec, mais contre eux que le combat contre les *I dex* peut se faire.

La place des représentants syndicaux ne peut pas être dans les conseils qui discutent, construisent les *I dex*, structures de destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui définissent les statuts des fondations privées destinées à prendre le contrôle des universités, qui sélectionnent unités, enseignements, chercheurs ... remplissant les critères gouvernementaux «*d'excellence* ».

Accepter ce cadre, discuter « *d'initiatives d'excellence* » qui pourraient aller « *dans le sens de l'amélioration des missions du monde universitaire* », - comme le dit la motion du Congrès de Lyon I cité en exemple dans le texte « *appel à résistance* », c'est agiter un leurre, pour justifier une participation -trahison. C'est désarmer nos collègues, qui n'ont par ailleurs aucune illusion sur le résultat de telles actions.

En janvier 2011, quand le ministère aura en main tous les projets d'*I dex*, élaborés avec la participation des représentants syndicaux, qu'ils y aient joué le rôle d'opposition de sa majesté ou que ce soit pour les rendre plus « acceptables », le gouvernement pourra se targuer d'avoir organisé la concertation. Il aura gagné une étape décisive dans son plan de privatisation-destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche publics. Nous pouvons déjouer cette manœuvre.

Pour cela la CA du SNCS doit donner la consigne à ses représentants de boycotter les Conseils d'Administration auxquels est soumise la mise en place de ces *I dex*.

Elle doit mandater le BN du SNCS pour qu'il prenne contact avec les autres organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur publics (SNESUP, SNASUB, CGT, FO, UNEF ...) pour qu'elles prennent la même décision.

Motion :

Contre la privatisation des universités et de la recherche publique :

Refus de la participation aux Conseils d'Administration des universités auxquels est soumise la mise en place de leur structure de destruction : *les I dex*

La campagne « *d'appel d'offre* » *I dex* dans le cadre du « Grand emprunt » permet au gouvernement Sarkozy-Pécresse d'orchestrer la privatisation et la destruction de la recherche et des universités publiques.

La CA du SNCS-FSU se prononce contre la création des *I dex*, contre le passage de l'université et des unités de recherche sous la coupe de fondations de droit privé. Elle exige l'arrêt immédiat de leur mise en place, l'attribution des budgets sous forme récurrente pour les laboratoires et les universités et des recrutements statutaires à hauteur des besoins.

Les Conseils d'Administration des universités ont actuellement pour tâche de mettre en place ces fondations et de répondre à toutes les exigences du gouvernement à travers les appels d'offre du « Grand Emprunt ».

C'est pourquoi la CA du SNCS donne la consigne à ses représentants de boycotter les Conseils d'Administration auxquels est soumise la mise en place de ces *I dex*.

Elle mandate le BN du SNCS pour qu'il prenne contact avec les autres organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur publics (SNESUP, SNASUB, CGT, FO, UNEF ...) pour qu'elles prennent la même décision.

Pour 1, Contre 14 (dont EE), Abstentions :2 (dont 1 PRSI, l'autre représentant n'a pas pris part au vote)

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com